
Les observations d'un des délégués à la Conférence de l'APC tenue à Chypre en septembre 1993

par David Warner

Le lundi 6 septembre : La cérémonie d'ouverture s'est bien déroulée. Dans son discours de bienvenue, le président de la Chambre des représentants, Alexis Galanos, a parlé de l'importance des discussions sur le rôle des Nations Unies et de la contribution du Commonwealth à la mise en oeuvre des résolutions et des décisions de l'ONU. Il s'agit là bien entendu d'une question importante pour Chypre puisque la Turquie refuse d'obtempérer aux résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité de l'ONU lui enjoignant de retirer ses troupes. L'appui indéfectible du Commonwealth à Chypre a été reconnu.

Le sénateur William Doody du Canada a parlé des conséquences de l'invasion turque du point de vue des délégués et demandé à tous les membres de l'APC d'exhorter leur gouvernement à appuyer les initiatives de Chypre.

Le Canada était bien représenté à la cérémonie d'ouverture. Jean-Pierre Saintonge, président de l'Assemblée nationale du Québec et président de l'Association internationale des parlementaires de langue française (AIPLF) a incité l'APC et l'AEPLF à coopérer davantage au chapitre de l'aide aux démocraties naissantes.

L'après-midi a été consacré aux Affaires de l'organisme. En plus de l'habituelle présentation du rapport annuel et des états financiers, il y a eu un débat animé au sujet de l'adoption d'une nouvelle constitution. On dirait que les constitutions suscitent toujours des divergences de vues. Ce débat s'est résolu amicalement et à la satisfaction de tous.

Le mardi 7 septembre : La plénier e d'ouverture a été marquée par les discours de Clafcos Clerides, président de Chypre, de lady Chalker, ministre des Affaires étrangères et du Commonwealth du Royaume-Uni, et du président du Lok Sabha de l'Inde. Tous ont parlé avec passion de la nécessité de trouver une solution paisible à la malheureuse situation de Chypre. Des délégués de toutes les régions du Commonwealth ont prononcé des discours pénétrants sur le thème général de la conférence.

Dans l'après-midi, j'ai assisté à la table ronde sur le rôle des parlements du Commonwealth dans la promotion d'un développement équitable entre les pays développés et les pays en développement. J'ai constaté que la plupart des pays en développement acceptent et, dans bien des cas, trouvent bon que l'aide soit subordonnée à la transparence financière et au bilan des droits de la personne. Par ailleurs, on ne rend pas service à ces pays en leur envoyant du matériel désuet. Le partage de l'information, les systèmes et les technologies modernes, les ressources humaines sont tout aussi essentiels à un pays en développement que l'aide financière. Cette discussion fort stimulante m'a permis d'étoffer la proposition que je mettrai de l'avant à la table ronde du jeudi.

Le mercredi 8 septembre : L'allocution que le secrétaire général du Secrétariat du Commonwealth, Emeka Anyaoku, a prononcée dans la matinée compte parmi les moments à Chypre en septembre 1993 forts de la conférence. Cet éloquent Nigérian a fait ressortir avec brio les défis que devra relever l'APC dans ses efforts pour venir en aide aux pays du Commonwealth et d'ailleurs qui essaient de se doter de parlements démocratiques stables. Je n'ai aucun doute que l'enthousiasme, la détermination et la sagesse de M. Anyaoku contribueront puissamment au succès du Commonwealth sur ce plan. Les délégués ont discuté des difficultés auxquelles font face Fidji, Gibraltar, Hong-Kong et Chypre et demandé que le Commonwealth et, le cas échéant, les Nations Unies renouvellent leurs efforts pour trouver des solutions acceptables.

La table ronde de l'après-midi a porté sur la nécessité pour les parlements du Commonwealth d'intégrer le point de vue des femmes dans les débats politiques. Bien que la situation varie d'un pays à l'autre, les femmes sont en règle générale sous-représentées dans les parlements du Commonwealth. Il a été question de divers moyens qu'on peut employer pour assurer la représentation équitable des deux sexes dans les

parlements et pour intégrer le point de vue des femmes dans les dossiers dont sont saisis les parlementaires.

Le jeudi 9 septembre : J'ai eu l'honneur de faire partie du panel chargé de répondre à la question suivante : «Étant donné l'évolution vers la démocratie multi-partite, comment faut-il envisager la contribution et l'avenir de l'APC? » C'était l'occasion de proposer diverses initiatives à l'examen de l'APC. J'ai proposé que l'APC organise et mobilise des membres et des spécialistes de son personnel, actuels ou anciens, de manière qu'ils puissent contribuer à la surveillance des élections et à l'établissement de régimes parlementaires démocratiques. Cette aide ne devrait pas être limitée aux pays du Commonwealth. L'APC devrait pouvoir, en particulier, répondre rapidement aux demandes provenant de pays de l'ancien bloc soviétique et de l'Amérique centrale. Au sein du Commonwealth, nous disposons d'un vaste réservoir de ressources humaines encore inexploitées. Il y a 10 000 membres élus et au moins 20 000 anciens membres élus et d'innombrables spécialistes faisant partie ou ayant fait partie du personnel. Ce n'est pas le talent qui manque. Mais l'efficacité d'organisation est essentielle. Si l'APC manifeste la volonté d'agir, il s'agira ensuite de combiner nos ressources humaines aux ressources financières auxquelles a accès le Secrétariat du Commonwealth. Dans un monde où il y a tant de désordre et de terreur, de faim et de haine, il serait criminel de ne pas partager l'héritage du système parlementaire paisible du Commonwealth. Si nous travaillons ensemble, nous pouvons aider à créer un monde meilleur.

Les participants ont réservé un accueil excellent à mes suggestions. Je suis encouragé à aller plus loin et je le ferai avec beaucoup de vigueur.

Vers la fin de l'après-midi, nous avons visité la ville divisée de Nicosie. Le maire de Nicosie nous a emmenés à un poste de contrôle de l'ONU où nous avons pu, du haut d'une plate-forme, voir de l'autre côté du mur la partie de la ville occupée par les Turcs. Je ne savais pas que la ville était désertée depuis 18 ans. Ce qui était jadis une belle capitale n'est plus qu'un champ de débris et de ruines.

Nous avons été reçus au palais présidentiel par le président de Chypre, M. Clerides. Au cours de la réception en plein air, les délégués ont pu discuter de ce qu'ils avaient vu sur la «ligne verte» (qui divise Nicosie) et de la situation de Chypre en général.

Le vendredi 10 septembre : La dernière journée de la conférence a été consacrée aux rapports sommaires des panels, à l'élection des dirigeants, aux résolutions et aux cérémonies de clôture.

Le Commonwealth est une source de force dans les efforts pour créer un monde plus paisible et civilisé. Cette conférence a puissamment contribué à l'avancement de cette grande cause. L'APC est au seuil d'une nouvelle ère. Les défis que doivent relever certains pays du Commonwealth et les démocraties naissantes de l'Europe de l'Est et de l'Amérique centrale sont formidables. Or, le Commonwealth a le devoir de relever ces défis et les ressources nécessaires pour le faire. La conférence a galvanisé les énergies.